

Communiqué de presse

MALI : LE DEFICIT DE FINANCEMENT DU PLAN DE REPOSE HUMANITAIRE EST ESTIME A 228 MILLIONS DE DOLLARS

Bamako, 10 septembre 2019 - L'assistance humanitaire au Mali est compromise par l'insuffisance des financements dans un contexte où les besoins et les fonds requis ont augmenté. La mobilisation immédiate de financement additionnel est nécessaire pour poursuivre et étendre l'assistance à plus de personnes ciblées afin d'atténuer leur vulnérabilité tout en les accompagnant sur le chemin de la résilience.

Les conflits et les aléas climatiques, dans un contexte où près de la moitié de la population est confrontée à des difficultés socio-économiques, ont entraîné la hausse du nombre de personnes dans le besoin qui est passé de 3,2 millions en janvier à 3,9 millions à la suite de la révision du Plan de Réponse Humanitaire (PRH) en août.

Les partenaires humanitaires ciblent maintenant 3 millions de personnes vulnérables, soit 700 000 personnes de plus qu'au début de l'année et estiment à environ 324 millions de dollars le budget total pour 2019 à travers le PRH révisé. Ceci représente une augmentation de 28 millions de dollars comparativement à la requête initiale. Le PRH était financé actuellement à 30 pour cent et le déficit de financement s'élève à 228 millions de dollars.

« Si nous nous réjouissons de l'assistance déjà apportée à des centaines de milliers de personnes, nous déplorons le fait de devoir limiter notre assistance si les fonds ne sont pas reçus à temps, » a déclaré Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordinatrice Humanitaire pour le Mali. « Il est impressionnant de voir comment les populations affectées par les catastrophes sont capables de se relever une fois que leurs besoins basiques comme la santé, l'eau, la protection, les vivres sont couverts. Pour arriver à ce résultat au Mali, tout doit être mis en œuvre afin que les moyens nécessaires soient mobilisés. »

Depuis le début de l'année, les organisations humanitaires, en appui aux efforts du gouvernement, mènent des opérations dans les différents secteurs de l'assistance humanitaire notamment les abris, les biens non alimentaires, l'eau, l'hygiène, l'assainissement, l'éducation, la protection, la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire. De façon non-exhaustive, on peut souligner que plus de 500 000 personnes ont été assistées sur le plan alimentaire et 400 000 autres appuyées en moyens de subsistance. Environ 144 000 personnes ont reçu de l'assistance pour accéder à l'eau potable et à des conditions d'hygiène et d'assainissement adéquates. En outre, quelque 150 000 enfants touchés par la malnutrition aiguë ont été traités.

L'augmentation de la population dans le besoin s'explique principalement par l'aggravation de l'insécurité alimentaire et l'accroissement des conflits intercommunautaires surtout dans le centre du pays. En effet, la population en insécurité alimentaire ou à risque est passée de 3,4 millions (415 000 personnes en insécurité alimentaire sévère et 3 millions de personnes sous pression) selon le Cadre Harmonisé de novembre 2018 à près 3,8 millions (548 600 personnes en insécurité alimentaire sévère et 3,2 millions de personnes sous pression) selon le Cadre Harmonisé de mars 2019. Le nombre de personnes déplacées internes a doublé depuis le début de l'année. Aujourd'hui, elles sont estimées autour de 168 500. Les enfants sont particulièrement vulnérables face aux conflits, avec 429 cas de violations graves de leurs droits rapportés. Plus de 2 000 cas de violences basées sur le genre ont été rapportés de janvier à juillet. Au total 98 pour cent des survivantes sont des femmes et des filles. Par ailleurs, l'insécurité a entraîné, pour certaines populations des localités affectées, la perte des moyens de subsistance et l'accès limité aux services sociaux de base. Les inondations en cours qui affectent déjà plus de 68 000 personnes dans le pays viennent aggraver la situation.

« Je lance un appel à la communauté internationale pour que la réponse aux besoins humanitaires et les actions pour renforcer la résilience des communautés soient davantage soutenues, » a déclaré Mme Gasarabwe. « Aussi le renforcement des efforts pour répondre aux causes profondes des conflits est plus que jamais à promouvoir pour accélérer le redéploiement des services de l'Etat et créer un contexte favorable à la protection des populations et au développement durable. Les besoins multidimensionnels du Mali ne doivent pas être ignorés. »

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Mme Katy Thiam : Chef de l'Unité Information Publique d'OCHA Mali, thiamk@un.org

M. Ibrahima Koné : Chargé de l'Information Publique d'OCHA Mali, kone65@un.org